

ARRETE n°2017-B-048

Portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER du type d'opération 7.5.1 du PDR Bourgogne 2014-2020, relatif au renforcement du réseau d'infrastructures cyclables d'intérêt européen ou régional, les haltes et ports fluviaux touristiques

La présidente de la région Bourgogne-Franche-Comté,

- Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche,
- Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER),
- Vu le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune,
- Vu le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche,
- Vu le règlement délégué n°640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité,
- Vu le règlement d'exécution (UE) n°808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural,
- Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité,
- Vu le programme de développement rural de Bourgogne 2014-2020 adopté le 7 août 2015 modifié le 25 janvier 2016 et le 27 juin 2017,

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1-1, L1511-1-2 et L4221-5,
- Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles n°2014-58 du 27 janvier 2014, notamment son article 78,
- Vu le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020,
- Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020,
- Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020,
- Vu l'arrêté du 30 mars 2010 portant agrément de l'Agence de services et de paiement (ASP) comme organisme payeur des dépenses financées par les fonds de financement des dépenses agricoles et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune,
- Vu la délibération du Conseil régional du 17 mars 2014 et du 8 septembre 2014 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2014-2020,
- Vu la délibération du Conseil régional du 21 janvier 2016 donnant délégation de pouvoir à la présidente du Conseil régional en matière de gestion des fonds européens pour la période 2014-2020,
- Vu la convention tripartite ASP-MAAF-CRB du 21 janvier 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Bourgogne et son avenant n°1 du 17 mai 2016,
- Vu la consultation écrite du collège FEADER du comité de suivi interfonds du 25 septembre 2015 sur les critères de sélection.

Sur proposition de la Directrice générale des services de la région Bourgogne Franche-Comté ;

### **Article 1 : Contexte**

La Bourgogne constitue un nœud fluvial et cyclable stratégique en Europe.

Dotée d'un réseau de plus de 1 000 kilomètres de voies navigables et de 800 km de voies vertes et véloroutes, la région Bourgogne fait partie du trio de tête des destinations françaises pour les pratiques touristiques itinérantes. Navigation de plaisance et tourisme à vélo permettent la rencontre avec un patrimoine exceptionnel, la traversée de sites paysagers à fort pouvoir évocateur, et plus largement l'accès au patrimoine et aux sites d'intérêt majeur en Bourgogne.

Par an, on évalue à 93,6 millions d'euros les dépenses réalisées par les touristes à vélo et à 47 millions d'euros les retombées directes pour le volet fluvial. Les clientèles sont d'origine étrangère, à 67% sur le fluvial et, à l'exclusion des excursionnistes, à 50% sur le vélo.

Le type d'opération 7.5.1 « renforcer le réseau d'infrastructures cyclables d'intérêt européen ou régional, les haltes et ports fluviaux touristiques 2014-2020 » va permettre de combler des carences en matière de continuité des itinéraires cyclables et d'adapter des ports fluviaux touristiques aux attentes des clientèles.

## **Article 2 : Objectifs généraux**

S'inscrire dans le champ d'action de :

- la stratégie régionale de développement économique et d'innovation (SRDEI) ;
- la politique touristique de la région et ses déclinaisons opérationnelles telle que la stratégie régionale de valorisation touristique des canaux et rivières navigables de Bourgogne et le schéma régional des véloroutes et voies vertes (au sein duquel est inscrit l'EuroVelo 6).

## **Article 3 : Objectifs particuliers**

- Créer, moderniser, adapter des itinéraires cyclables ;
- Aménager des équipements structurants sur les linéaires des voies navigables (ports de plaisance propres et haltes fluviales).

## **Article 4 : Description du dispositif**

### **1. Eligibilité géographique**

Les projets devront être situés sur le périmètre géographique suivant :

- réseau régional des itinéraires cyclables inscrits dans les stratégies de développement des véloroutes et voies vertes européennes (EuroVelo), nationales (SN3V) et régionales (SR3V dont le « Tour de Bourgogne à Vélo® »),
- réseau régional des 1000 km de voies navigables (canaux et rivières navigables) et leurs réservoirs d'alimentation.

Le FEADER interviendra uniquement sur les communes listées en annexe 1 du présent règlement. Les communes appartenant à l'un de ces zonages mais ne répondant pas à la définition de la zone rurale telle que définie dans cette annexe ne sont pas éligibles.

Les projets situés sur le zonage des programmes interrégionaux (Plan Loire 2014-2020, Plan Rhône 2014-2020 et Plan Massif Central) ne sont, jusqu'à épuisement des dotations affectées à ces programmes, pas éligibles à ce dispositif d'aide FEADER.

### **2. Bénéficiaires**

- Micro-entreprises et petites entreprises
  - Collectivités ou groupements de collectivités
  - Etablissements publics
- Les SCI sont inéligibles.

### 3. Dépenses éligibles

#### Pour les projets d'infrastructures cyclables :

- les travaux et équipements pour l'aménagement de tronçons, la mise en sécurité, la signalisation, la signalétique ainsi que pour les équipements d'accueil associés à ces tronçons (ex : aires de repos...) ;
- les études préalables et dépenses de maîtrise d'œuvre associées à ces travaux et équipements sont éligibles, dans la limite de 15% du montant des travaux éligibles.

#### Pour les projets de ports et haltes :

- les travaux et équipements pour l'aménagement touristique de ports propres et haltes fluviales, la signalétique, les équipements et aménagements connexes de type gestion des eaux usées et déchets,avitaillement... et pour toutes installations permettant l'obtention d'un label port propre (ex. pavillon bleu...) ;
- les études préalables et dépenses de maîtrise d'œuvre associées à ces travaux, équipements et aménagements sont éligibles dans la limite de 15% du montant des travaux éligibles.

#### Types de dépenses inéligibles pour les projets d'infrastructures cyclables et les projets de ports et haltes :

- > l'acquisition foncière ; achat de petit matériel (mobilier, outillage) ; entretien et travaux courants de voirie ; frais administratifs et financiers, frais liés aux dossiers de labellisation (expertise, frais de dossier, publication...), stationnement de véhicules légers ;
  - > le confortement de berges en génie civil est exclu des programmes d'aménagement et de mise en sécurité des itinéraires cyclables et haltes fluviales ;
- Sous réserve d'impossibilité avérée de mise en œuvre de techniques alternatives, le confortement de berges en génie civil pourra être éligible sur les ports propres.

### 4. Conditions d'éligibilité

La dépense éligible présentée devra être inférieure à 5 millions d'euros (TTC ou HT selon si le porteur de projet récupère la TVA).

#### Pour les projets d'infrastructures cyclables :

- être inscrits dans un « schéma directeur pluriannuel d'aménagement et d'équipement concerté » entre la région Bourgogne et un maître d'ouvrage public de type département, intercommunalité ou groupement de collectivités. Si le schéma est en projet au moment du dépôt du dossier de demande d'aide FEADER, le porteur de projet s'engage à présenter au service instructeur, le schéma signé, au plus tard à la première demande de paiement. A défaut, l'aide ne pourra pas être versée.
- coût minimum de projet (assiette éligible minimale) : 200 000 € (TTC ou HT selon si le porteur de projet récupère la TVA).

#### Pour les projets de ports propres et haltes :

- être inscrits dans une démarche de type « schéma directeur d'aménagement et équipement » issu d'un engagement contractuel de type « contrat de canal » ou équivalent,
- à défaut, présenter la preuve qu'ils ont été l'objet d'une concertation avec les territoires amont et aval et répondent à un maillage stratégique cohérent sur le linéaire de la voie d'eau.

Pour toutes les actions, les dossiers présentant un prêt bonifié ou une avance remboursable sont inéligibles (à l'exception des dossiers déposés antérieurement à la date du 1<sup>er</sup> novembre 2017).

## 5. Critères de sélection

Dès lors que le dossier de demande d'aide est complet et que l'éligibilité du projet est avérée, le dossier est noté sur la base de critères de sélection. Seuls les dossiers ayant obtenu au moins la note minimale pourront être sélectionnés.

Pour les projets d'infrastructures cyclables :

Les critères pris en compte pour la notation des dossiers sont les suivants :

Critères de sélection	Notation	Note
Qualité technique du projet : compatibilité avec les recommandations, standards et normes techniques (SRDT / SR3V)	Max 20	
<b>1 / caractéristique de l'infrastructure cyclable</b>	<b>/14</b>	
Pente moyenne de la voie inférieure à 4%, paliers minimums de 1,40 mètres tous les 20 m sur zones ponctuelles particulières	0/2	
Structure de la voie adaptée au sol support, fondations prolongées de 30 cm de chaque côté de la piste	0/2	
Sauf intersections et cas ponctuels particuliers, respect des rayons de courbure préconisés (20 m optimum / 4 mètres minimum)	0/2	
Sauf cas ponctuels particuliers, largeur de voie adaptée au trafic ciblé (4,50 mètres en sortie d'agglomération, 2,5 mètres en milieu rural)	0/2	
Sauf cas ponctuels particuliers, dégagement latéral d'un mètre minimum avant pente dangereuse ou protection (barrière...)	0/2	
Sauf cas ponctuels particuliers, dégagement vertical de deux mètres cinquante minimum	0/2	
Devers d'évacuation des eaux pluviales simple ou double avec pente maximum de 2%	0/2	
<b>2 / Sécurité et orientation des touristes et usagers</b>	<b>/6</b>	
Signalétique (information, jalonnement) en conformité avec les recommandations CERTU et régionales	0/2	
Dispositifs de limitation d'accès favorisant la sécurité des usagers et touristes	0/2	
Mobilier et signalisation (poteau, panneau, poubelle...) éloignées de plus de 60 cm du bord de piste	0/2	
Facilitation à l'intégration du projet sur le territoire, auprès des acteurs locaux et acteurs de l'économie touristique	Max 20	
<b>1 / Compatibilité avec les schémas régionaux de développement touristiques (SRDT / SR3V)</b>	<b>/5</b>	
Pas d'information apportée aux prescripteurs sur le projet de chantier	0	
Information apportée aux prescripteurs sur le projet de chantier	2	
Concertation avec les prescripteurs, enrichissement et adaptation du projet	5	
<b>2 / Démarches touristiques particulières</b>		
<b>2.1 / Concertation avec les collectivités</b>	<b>/5</b>	
Le projet n'est pas communiqué aux collectivités traversées	0	
Les collectivités traversées sont informées de la réalisation du projet	1	
Les collectivités traversées sont consultées lors de la création de l'avant projet	3	
Les collectivités traversées et collectivités potentiellement impactées (amont/aval, comité d'itinéraire...) sont consultées lors de la création de l'avant projet	5	
<b>2.2 / Concertation avec les populations riveraines et usagers</b>	<b>/5</b>	
Les riverains et usagers ne sont pas informés de la mise en œuvre du projet	0	
Les riverains et usagers sont informés de la réalisation du projet	1	
Les riverains et usagers sont consultés et conseillés (information, gestion des antagonismes ...) lors de la création de l'avant projet	3	
Les riverains et usagers impactés (us et coutumes d'usage des emprises...) sont consultés et	5	

accompagnées dès la phase de création de l'avant projet		
<b>2.3 / Concertation avec les acteurs économiques locaux</b>	<b>/5</b>	
Les artisans, commerçants et fournisseurs de services ne sont pas informés de la mise en œuvre du projet	0	
Les artisans, commerçants et fournisseurs de services sont informés de la réalisation du projet	1	
Les artisans, commerçants et fournisseurs de services sont consultés lors de la création de l'avant projet	3	
Les artisans, commerçants et fournisseurs de services (us et coutumes d'usage des emprises...) sont consultés et conseillés (labellisation AV, inscription de l'activité dans le SRIT...) lors de la création de l'avant projet	5	
Contribution à la mise en œuvre d'un tourisme durable	Max 15	
<b>1 / Compatibilité avec les schémas régionaux de protection de l'environnement et du développement durable (SRCE-SRB / SRCAE / SRADDT / SAGDE – SAGE...):</b>	<b>/6</b>	
Pas d'information apportée aux prescripteurs sur le projet de chantier	0	
Information amont apportée aux prescripteurs sur le projet de chantier	3	
Concertation avec les prescripteurs, enrichissement et adaptation du projet	6	
<b>2 / Démarches environnementales particulières</b>		
<b>2.1 / Transport</b>	<b>/3</b>	
Le projet s'inscrit dans une démarche de mobilité responsable et sobre en carbone portée par le maître d'ouvrage	1	
Le projet favorise la mise en œuvre de solutions de transport alternatives de type électromobilité et/ou intermodalité	3	
<b>2.2 / Biodiversité</b>	<b>/3</b>	
Le projet répond aux obligations réglementaires	0	
Le projet s'inscrit dans une démarche de protection de la biodiversité portée par le maître d'ouvrage	1	
Le projet favorise la mise en œuvre de solutions alternatives ou innovantes de protection et/ou de mise en valeur de la biodiversité	3	
<b>2.3 / Déchets</b>	<b>/3</b>	
Le projet répond aux obligations réglementaires	0	
Le projet favorise la mise en œuvre de solutions alternatives ou innovantes de gestion des déchets	3	
Facilitation à la mise en œuvre des démarches d'observation et d'évaluation de la politique de développement des véloroutes et voies vertes	Max 5	
<b>1 / Données info-géographiques</b>		
Les données relatives à la géométrie de l'infrastructure créée et ses attributs qualitatifs ne sont pas transmis, ouverts et interopérables	0	
Les données relatives à la géométrie de l'infrastructure créée et ses attributs qualitatifs sont transmis mais ne sont pas ouverts et/ou interopérables	0	
Les données relatives à la géométrie de l'infrastructure créée et ses attributs qualitatifs sont pas transmis, ouverts et interopérables. Ils répondent au standard national « véloroutes / voies vertes » de la COVADIS	2	
Les données relatives à la géométrie de l'infrastructure créée et ses attributs qualitatifs sont pas transmis, ouverts et interopérables. Ils répondent au standard national « véloroutes / voies vertes » de la COVADIS et saisis dans l'application mutualisée « full-web » mise à disposition par la région Bourgogne	5	
<b>Total</b>	<b>/60</b>	

Afin d'être retenu, le projet devra obtenir la note minimale de 30.

Pour les projets de ports et haltes :

Les critères pris en compte pour la notation des dossiers sont les suivants :

Critères de sélection	Notation	Note
<b>Cohérence avec les enjeux des territoires de projet (structure de gouvernance des contrats, pays, parc naturel régional...) : inscription dans un contrat de territoire / contrat de développement touristique...</b>	4	
Inscription dans un contrat de canal ou de développement fluvestre	4	
Inscription dans un contrat de développement territorial ou LEADER	3	
Cohérence avec une stratégie départementale	2	
Cohérence avec une stratégie intercommunale ou locale	1	
Pas de cohérence	0	
<b>Mise en œuvre d'une concertation locale, institutionnelle et avec les professionnels : réunions d'échanges, courriers ou prospectus d'information avant, pendant la réalisation du projet</b>	5	
Avant et pendant la réalisation du projet, concertation locale, institutionnelle et avec les professionnels et prestataires touristiques, prise en compte des attentes	5	
Concertation avec une partie des acteurs pré-cités et prise en compte de leurs attentes	4	
Simple concertation de tous les acteurs pré-cités	3	
Simple concertation d'une partie des acteurs pré-cités	2	
Aucune concertation	0	
<b>Qualité technique du projet au regard des enjeux quantitatifs (répartition des équipements...) et environnementaux (labellisation...) : label Pavillon bleu, intégration paysagère, choix des matériaux, accès aux personnes à mobilité réduite, utilisation d'énergies éco satisfaisantes, récupération des eaux pluviales... puis maintien de l'approche environnementale dans l'exploitation, l'entretien et la maintenance des équipements</b>	5	
Obtention du label Pavillon bleu ou équivalent	5	
4 critères remplis parmi : intégration paysagère, valorisation des espaces naturels – faune, flore- environnants, éco-matériaux (matériaux recyclés ou recyclables, transport court, cycle de vie...), accès aux personnes à mobilité réduite, utilisation des énergies renouvelables, récupération des eaux pluviales, système d'économie de l'eau potable, tri des déchets, pompe à eaux usées. Maintien de l'approche environnementale dans l'exploitation, la maintenance et l'entretien des équipements	5	
3 critères remplis et maintien de l'approche environnementale dans l'exploitation, la maintenance et l'entretien des équipements	4	
3 critères remplis	3	
2 critères remplis	2	
1 critère rempli	1	
Aucun critère rempli	0	
<b>Diversité des services apportés, en réponse aux attentes des clientèles : polyvalence des équipements en fonction des différents types de clientèles</b>	2	
Réponses aux attentes de plusieurs types de clientèle : plaisanciers, cyclo-touristes, randonneurs, camping-caristes...	2	
Réponses aux attentes d'un seul type de clientèle	0	
Total	/16	

Afin d'être retenu, le projet devra obtenir la note minimale de 12.

## **Article 5 : Nature et montant de l'aide**

### **1. Type d'aide**

Subvention

### **2. Montant et taux d'aide**

#### **Taux d'aides publiques**

Le taux d'aides publiques est de 80 %, dans la limite des dispositions réglementaires sur les aides d'Etat ou à titre d'alternative, du règlement (UE) n°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis si l'aide relève du champ concurrentiel.

#### **Autofinancement**

Le porteur de projet devra apporter *a minima* 20% d'autofinancement sur le total des dépenses éligibles.

## **Article 6 : Procédure**

### **1. Date d'éligibilité des dépenses et commencement d'exécution**

L'opération ne doit avoir reçu aucun commencement d'exécution (ex : acte d'engagement signé, devis signé, notification de marché...) avant la date de dépôt de la demande d'aide FEADER. Cette date sera précisée dans l'accusé de réception qui sera délivré par le service instructeur. Tout commencement d'exécution avant cette date rend l'opération totalement inéligible au FEADER.

Cependant, quelques exceptions dérogent à la règle : l'achat de terrains et les préparatifs tels que l'obtention d'autorisations et la réalisation d'études de faisabilité ne sont pas considérés comme un commencement d'exécution et peuvent être réalisés avant le dépôt du dossier.

### **2. Modalités de dépôt de la demande d'aide**

Pour être recevable, la demande d'aide doit comporter le contenu minimal ci-dessous :

- le nom et la taille de l'entreprise,
- la description du projet, y compris ses dates prévisionnelles de début et de fin,
- la localisation du projet,
- la liste des dépenses prévisionnelles,
- un plan de financement,
- le type d'intervention (subvention FEADER)

Pour être instruit, le dossier de demande d'aide doit au préalable être complet, c'est-à-dire que les conditions ci-dessous doivent être réunies :

- les rubriques du formulaire de demande d'aide (original à fournir dûment complété, daté, cacheté et signé) et ses annexes auront été correctement renseignées et les engagements souscrits ;
- toutes les pièces justificatives nécessaires sont présentes dans le dossier ;
- toutes les questions complémentaires posées par le service instructeur sont pourvues.



Le dossier de demande d'aide est à adresser au service instructeur de l'aide FEADER, Direction Europe et international – service FEADER.

### 3. Examen des dossiers

Le service FEADER du Conseil régional est le service instructeur des dossiers FEADER relatifs au tourisme. Il procède à l'analyse des demandes (avec l'appui technique de la Direction du tourisme et des canaux), de leur éligibilité et, le cas échéant, demande des informations et/ou des pièces complémentaires aux porteurs de projets.

**Les dossiers complets**, après instruction et sélection, sont soumis pour avis au comité régional de programmation. A l'issue de la procédure, le porteur de projet se voit notifier, soit l'attribution de l'aide, soit le rejet de sa demande.

## **Article 7 : Dispositions diverses ou complémentaires**

### 1. Obligations d'information et de publicité

Le bénéficiaire doit indiquer clairement sur tous les supports de communication du projet la participation du FEADER au financement du projet, conformément aux règles indiquées en annexe.

### 2. Encadrement communautaire

L'autorité de gestion appliquera le régime d'aide le plus approprié proposé dans la liste ci-dessous, en fonction de la nature de l'opération.

Dispositif d'aide pris en application du régime cadre exempté n° SA 39252, relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Dispositif d'aide pris en application du régime d'aide exempté n° SA.40405, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Dispositif d'aide pris en application du régime d'aides exempté n° SA.40453, relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Dispositif d'aide pris en application du régime d'aide exempté n° SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Dispositif d'aide pris en application du régime d'aide exempté n° SA.43197, relatif aux aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Dispositif d'aide pris en application du régime cadre notifié n° SA 43783 relatif aux aides aux services de base et à la rénovation des villages accordées dans le cadre des programmes de développement rural, adopté sur la base des Lignes directrices de l'Union européenne concernant les aides d'Etat dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales 2014-2020.

Dispositif d'aide pris en application du règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 de la Commission européenne, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, publié au JOUE le 26 avril 2012.

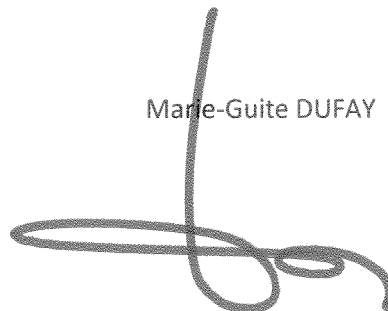
Dispositif d'aide pris en application du règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, publié au JOUE le 24 décembre 2013.

**Article 8 :**

Madame la Directrice générale des services de la région Bourgogne Franche-Comté est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région.

Fait à Dijon, le 28 JUIN 2017

Marie-Guite DUFAY

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, stylized 'M' and 'G' followed by a horizontal stroke and a small loop.

**Annexe 1 – Eligibilité géographique**  
**Itinéraires cyclables**

Département	Commune	Département	Commune
21	AGENCOURT	21	BRAUX
21	AGEY	21	BRAZEY-EN-PLAINE
21	AHUY	21	BRESSEY-SUR-TILLE
21	ALISE-SAINT-REINE	21	BRIANNY
21	ALOXE-CORTON	21	BROCHON
21	ANCEY	21	BROIN
21	ANTHEUIL	21	BROINDON
21	ARCEAU	21	BUFFON
21	ARCENANT	21	BUSSY-LE-GRAND
21	ARCEY	21	CESSEY-SUR-TILLE
21	ARC-SUR-TILLE	21	CHAILLY-SUR-ARMANCON
21	ARGILLY	21	CHAMBEIRE
21	ARNAY-SOUS-VITTEAUX	21	CHAMBLANC
21	ARRANS	21	CHAMBOEUF
21	ASNIERES-EN-MONTAGNE	21	CHAMBOLLE-MUSIGNY
21	ATHEE	21	CHAMPAGNE-SUR-VINGEANNE
21	AUBAINE	21	CHAMP-D'OISEAU
21	AUBIGNY-EN-PLAINE	21	CHAMPDOTRE
21	AUBIGNY-LES-SOMBERNON	21	CHARIGNY
21	AUVILLARS-SUR-SAONE	21	CHARMES
21	AUXEY-DURESSES	21	CHARNY
21	AUXONNE	21	CHARREY-SUR-SAONE
21	BAGNOT	21	CHASSAGNE-MONTRACHET
21	BARBIREY-SUR-OUCHES	21	CHASSEY
21	BAUBIGNY	21	CHATEAUNEUF
21	BAULME-LA-ROCHE	21	CHATELLENOT
21	BEAUMONT-SUR-VINGEANNE	21	CHAUDENAY-LA-VILLE
21	BEIRE-LE-FORT	21	CHAUDENAY-LE-CHATEAU
21	BELLENEUVE	21	CHAUME-ET-COURCHAMP
21	BELLENOT-SOUS-POUILLY	21	CHAUX
21	BENOISEY	21	CHAZILLY
21	BESSEY-EN-CHAUME	21	CHEUGE
21	BEURIZOT	21	CHEVIGNY-EN-VALIERE
21	BEZE	21	CHIVRES
21	BEZOUOTTE	21	CHOREY-LES-BEAUNE
21	BILLEY	21	CIREY-LES-PONTAILLER
21	BINGES	21	CIVRY-EN-MONTAGNE
21	BLAGNY-SUR-VINGEANNE	21	CLAMEREY
21	BLANCEY	21	CLEMENCEY
21	BLIGNY-LES-BEAUNE	21	CLERY
21	BLIGNY-SUR-OUCHES	21	COLLONGES-LES-PREMIERES
21	BONCOURT-LE-BOIS	21	COLOMBIER
21	BONNENCONTRE	21	COMBLANCHIEN
21	BOUHEY	21	COMMARIN
21	BOUILLAND	21	CORCELLES-LES-ARTS
21	BOURBERAIN	21	CORCELLES-LES-MONTS
21	BOUSSEY	21	CORGENGOUX
21	BOUZE-LES-BEAUNE	21	CORGOLOIN
21	BRAIN	21	CORPEAU
		21	COUCHEY

Département	Commune	Département	Commune
21	COURCELLES-LES-MONTBARD	21	GRENAND-LES-SOMBERNON
21	COUTERNON	21	GRESIGNY-SAINT-REINE
21	CREANCEY	21	GRIGNON
21	CREPAND	21	GROSBOIS-EN-MONTAGNE
21	CRIMOLOIS	21	GROSBOIS-LES-TICHEY
21	CRUGEY	21	HAUTEVILLE-LES-DIJON
21	CUISEREY	21	HEUILLEY-SUR-SAONE
21	CURLEY	21	IZIER
21	CURTIL-VERGY	21	JALLANGES
21	CUSSY-LE-CHATEL	21	JANCIGNY
21	DAMPIERRE-ET-FLEE	21	JUILLY
21	DARCEY	21	LA BUSSIERE-SUR-OUCHÉ
21	DAROIS	21	LA ROCHEPOT
21	DETAÏN-ET-BRUANT	21	LA ROCHE-VANNEAU
21	DRAMBON	21	LABERGEMENT-FOIGNEY
21	EBATY	21	LABERGEMENT-LES-AUXONNE
21	ECHANNAY	21	LABERGEMENT-LES-SEURRE
21	ECHENON	21	LABRUYERE
21	ECHEVRONNE	21	LADOIX-SERRIGNY
21	EGUILLY	21	LAMARCHE-SUR-SAONE
21	EPERNAY-SOUS-GEVREY	21	LANTENAY
21	ERINGES	21	LANTHES
21	ESBARRES	21	LANTILLY
21	ESSEY	21	LAPERRIERE-SUR-SAONE
21	ETEVAUX	21	LECHATELET
21	FAIN-LES-MONTBARD	21	LES MAILLYS
21	FAUVERNEY	21	L'ETANG-VERGY
21	FENAY	21	LEVERNOIS
21	FIXIN	21	LICEY-SUR-VINGEANNE
21	FLAGEY-ECHEZEAUX	21	LONGCHAMP
21	FLAGEY-LES-AUXONNE	21	LOSNE
21	FLAMMERANS	21	LUCENAY-LE-DUC
21	FLAVIGNEROT	21	MACONGE
21	FLAVIGNY-SUR-OZERAIN	21	MAGNY-LA-VILLE
21	FLEE	21	MAGNY-LES-AUBIGNY
21	FLEUREY-SUR-OUCHÉ	21	MAGNY-LES-VILLERS
21	FONTAINE-FRANCAISE	21	MAGNY-MONTARLOT
21	FONTANGY	21	MAGNY-SAINT-MEDARD
21	FONTENELLE	21	MAGNY-SUR-TILLE
21	FRANXAULT	21	MALAIN
21	FRESNES	21	MARANDEUIL
21	FUSSEY	21	MARCIGNY-SOUS-THIL
21	GENLIS	21	MARCILLY-ET-DRACY
21	GERGUEIL	21	MAREY-LES-FUSSEY
21	GERLAND	21	MARIGNY-LE-CAHOUE
21	GEVREY-CHAMBERTIN	21	MARMAGNE
21	GILLY-LES-CITEAUX	21	MARTROIS
21	GISSEY-LE-VIEIL	21	MASSINGY-LES-SEMUR
21	GISSEY-SUR-OUCHÉ	21	MAVILLY-MANDELOT
21	GLANON	21	MAXILLY-SUR-SAONE

Département	Commune	Département	Commune
21	MEILLY-SUR-ROUVRES	21	PREMIERES
21	MELOISEY	21	PRENOIS
21	MENETREUX-LE-PITOIS	21	PULIGNY-MONTRACHET
21	MERCEUIL	21	QUEMIGNY-POISOT
21	MESMONT	21	QUINCEROT
21	MESSANGES	21	QUINCEY
21	MEUILLEY	21	QUINCY-LE-VICOMTE
21	MEURSAULT	21	REMILLY-EN-MONTAGNE
21	MIREBEAU-SUR-BEZE	21	REMILLY-SUR-TILLE
21	MONTAGNY-LES-BEAUNE	21	RENEVE
21	MONTAGNY-LES-SEURRE	21	REULLE-VERGY
21	MONTBARD	21	ROILLY
21	MONTHELIE	21	ROUGEMONT
21	MONTIGNY-MONTFORT	21	ROUVRES-SOUS-MEILLY
21	MONTIGNY-MORNAY-		
	VILLENEUVE-SUR-VINGEANNE	21	RUFFEY-LES-BEAUNE
21	MONTIGNY-SUR-ARMANCON	21	RUFFEY-LES-ECHIREY
21	MONTMAIN	21	SACQUENAY
21	MONTMANCON	21	SAFFRES
21	MONTOT	21	SAINT-AUBIN
21	MONT-SAINT-JEAN	21	SAINT-BERNARD
21	MOREY-SAINT-DENIS	21	SAINTE-COLOMBE
21	MUSSY-LA-FOSSE	21	SAINTE-MARIE-SUR-OUCHÉ
21	NAN-SOUS-THIL	21	SAINTE-SABINE
21	NANTOUX	21	SAINT-EUPHRONE
21	NOGENT-LES-MONTBARD	21	SAINT-GERMAIN-LES-SENAILLY
21	NOIDAN	21	SAINT-JEAN-DE-BOEUF
21	NOIRON-SUR-BEZE	21	SAINT-JEAN-DE-LOSNE
21	NOLAY	21	SAINT-JULIEN
21	NORMIER	21	SAINT-LEGER-TRIEY
21	NUITS-SAINT-GEORGES	21	SAINT-MAURICE-SUR-VINGEANNE
21	OISILLY	21	SAINT-NICOLAS-LES-CITEAUX
21	ORAIN	21	SAINT-PHILIBERT
21	ORGEUX	21	SAINT-REMY
21	PAGNY-LA-VILLE	21	SAINT-ROMAIN
21	PAGNY-LE-CHATEAU	21	SAINT-SAUVEUR
21	PAINBLANC	21	SAINT-SEINE-EN-BACHE
21	PASQUES	21	SAINT-SEINE-SUR-VINGEANNE
21	PERNAND-VERGELESSES	21	SAINT-SYMPHORIEN-SUR-SAONE
21	PERRIGNY-SUR-L'OGNON	21	SAINT-THIBAUT
21	POMMARD	21	SAINT-USAGE
21	PONCEY-LES-ATHEE	21	SAINT-VICTOR-SUR-OUCHÉ
21	PONT	21	SAMEREY
21	PONTAILLER-SUR-SAONE	21	SANTENAY
21	PONT-ET-MASSENE	21	SAULON-LA-RUE
21	POUILLENAY	21	SAVIGNY-LES-BEAUNE
21	POUILLY-EN-AUXOIS	21	SAVIGNY-SOUS-MALAIN
21	POUILLY-SUR-SAONE	21	SEGROIS
21	POUILLY-SUR-VINGEANNE	21	SEIGNY
21	PRALON	21	SEMAREY
21	PREMEAUX-PRISSEY	21	SENAILLY

Département	Commune	Département	Commune
21	SEURRE	58	ARMES
21	SOIRANS	58	ARZEMBOUY
21	SOISSONS-SUR-NACEY	58	ASNAN
21	SOUHEY	58	ASNOIS
21	SOUSSEY-SUR-BRIONNE	58	AUNAY-EN-BAZOIS
21	TAILLY	58	AVRIL-SUR-LOIRE
21	TALMAY	58	AZY-LE-VIF
21	TANAY	58	BAZOLLES
21	TELLECEY	58	BEARD
21	TERNANT	58	BEAUMONT-LA-FERRIERE
21	THOISY-LE-DESERT	58	BEUVRON
21	THOREY-SOUS-CHARNY	58	BICHES
21	THOREY-SUR-OUCHÉ	58	BILLY-SUR-OISY
21	TILLENAY	58	BREUGNON
21	TOUILLON	58	BREVES
21	TRECLUN	58	BRINAY
21	TROCHERES	58	BULCY
21	TROUHANS	58	CERCY-LA-TOUR
21	TRUGNY	58	CERVON
21	UNCEY-LE-FRANC	58	CESSY-LES-BOIS
21	URCY	58	CHALLEMENT
21	VANDENESSE-EN-AUXOIS	58	CHAMPLEMY
21	VAROIS-ET-CHAIGNOT	58	CHAMPVERT
21	VELARS-SUR-OUCHÉ	58	CHAMPVOUX
21	VELOGNY	58	CHARRIN
21	VENAREY-LES-LAUMES	58	CHASNAY
21	VERDONNET	58	CHATEAUNEUF-VAL-DE-BARGIS
21	VESVRES	58	CHATILLON-EN-BAZOIS
21	VEUVEY-SUR-OUCHÉ	58	CHAULGNES
21	VIELVERGE	58	CHAUMOT
21	VIGNOLES	58	CHEVENON
21	VILLARS-ET-VILLENOTTE	58	CHEVROCHES
21	VILLARS-FONTAINE	58	CHITRY-LES-MINES
21	VILLEBICHOT	58	CLAMECY
21	VILLEFERRY	58	COLMERY
21	VILLENEUVE-SOUS-CHARIGNY	58	CORBIGNY
21	VILLERS-LA-FAYE	58	CORVOL-D'EMBERNARD
21	VILLERS-LES-POTS	58	CORVOL-L'ORGUEILLEUX
21	VILLERS-ROTIN	58	COSSAYE
21	VILLY-LE-MOUTIER	58	COURCELLES
21	VITTEAUX	58	CRUX-LA-VILLE
21	VOLNAY	58	CUNCY-LES-VARZY
21	VONGES	58	DECIZE
21	VOSNE-ROMANÉE	58	DEVAY
21	VOUGEOT	58	DIENNES-AUBIGNY
58	ACHUN	58	DIROL
58	ALLUY	58	DOMPIERRE-SUR-NIEVRE
58	AMAZY	58	DORNECY
58	ANTHIEN	58	DRUY-PARIGNY
58	ARBOURSE	58	EPIRY

Département	Commune
58	FERTREVE
58	FLEURY-SUR-LOIRE
58	FLEZ-CUZY
58	FOURS
58	GERMENAY
58	GIMOUILLE
58	GRENOIS
58	GUIPY
58	HERY
58	IMPHY
58	ISENAY
58	LA CELLE-SUR-NIEVRE
58	LA CHAPELLE-SAINT-ANDRE
58	LA CHARITE-SUR-LOIRE
58	LA COLLANCELLE
58	LA FERMETE
58	LA MACHINE
58	LA MAISON-DIEU
58	LA MARCHE
58	LA NOCLE-MAULAIX
58	LAMENAY-SUR-LOIRE
58	LIMANTON
58	LUTHENAY-UXELOUP
58	LYS
58	MAGNY-COURS
58	MAGNY-LORMES
58	MARCY
58	MARIGNY-SUR-YONNE
58	MARZY
58	MAUX
58	MENOU
58	MESVES-SUR-LOIRE
58	METZ-LE-COMTE
58	MOISSY-MOULINOT
58	MONCEAUX-LE-COMTE
58	MONTAMBERT
58	MONTAPAS
58	MONTARON
58	MONT-ET-MARRE
58	MONTIGNY-SUR-CANNE
58	MONTREUILLON
58	MORACHES
58	MOULINS-ENGILBERT
58	MOURON-SUR-YONNE
58	MURLIN
58	NANNAY
58	NARCY
58	NEUFFONTAINES
58	NEUVILLE-LES-DECIZE
58	OISY

Département	Commune
58	OUAGNE
58	UDAN
58	OUGNY
58	PARIGNY-LA-ROSE
58	PAZY
58	POUSSEAUX
58	RAVEAU
58	RIX
58	ROUY
58	RUAGES
58	SAINCAIZE-MEAUCE
58	SAINT-BONNOT
58	SAINT-DIDIER
58	SAINT-ELOI
58	SAINT-GERMAIN-CHASSENAY
58	SAINT-GERMAIN-DES-BOIS
58	SAINT-GRATIEN-SAVIGNY
58	SAINT-HILAIRE-FONTAINE
58	SAINT-LEGER-DES-VIGNES
58	SAINT-MALO-EN-DONZIOIS
58	SAINT-MAURICE
58	SAINT-OUEN-SUR-LOIRE
58	SAINT-PARIZE-EN-VIRY
58	SAINT-PARIZE-LE-CHATEL
58	SAINT-PIERRE-DU-MONT
58	SAINT-SEINE
58	SAIZY
58	SARDY-LES-EPIRY
58	SAUVIGNY-LES-BOIS
58	SOUGY-SUR-LOIRE
58	SURGY
58	TALON
58	TAMNAY-EN-BAZOIS
58	TANNAY
58	TEIGNY
58	THAIX
58	TINTURY
58	TOURY-LURCY
58	TRUCY-L'ORGUEILLEUX
58	VANDENESSE
58	VARENNES-LES-NARCY
58	VARZY
58	VERNEUIL
58	VIELMANAY
58	VIGNOL
58	VILLIERS-LE-SEC
58	VILLIERS-SUR-YONNE
58	VITRY-LACHE
71	ALLEREY-SUR-SAONE
71	ALLEROT



Département	Commune
71	ALUZE
71	AMEUGNY
71	ANZY-LE-DUC
71	ARTAIX
71	AZE
71	BARIZEY
71	BARON
71	BAUDRIERES
71	BAUGY
71	BEAUMONT-SUR-GROSNE
71	BERZE-LA-VILLE
71	BERZE-LE-CHATEL
71	BEY
71	BISSEY-SOUS-CRUCHAUD
71	BISSY-SOUS-UXELLES
71	BISSY-SUR-FLEY
71	BLANOT
71	BONNAY
71	BOURBON-LANCY
71	BOURG-LE-COMTE
71	BOURGVILAIN
71	BOUZERON
71	BOYER
71	BRAGNY-SUR-SAONE
71	BRAY
71	BRESSE-SUR-GROSNE
71	BURGY
71	BURNAND
71	BURZY
71	BUSSIERES
71	BUXY
71	CERON
71	CERSOT
71	CHAGNY
71	CHAINTE
71	CHALMOUX
71	CHAMBILLY
71	CHAMILLY
71	CHAMPAGNY-SOUS-UXELLES
71	CHAMPLECY
71	CHANES
71	CHANGE
71	CHAPAIZE
71	CHARBONNIERES
71	CHARDONNAY
71	CHARNAY-LES-CHALON
71	CHARRECEY
71	CHASSELAS
71	CHASSEY-LE-CAMP
71	CHATEAU

Département	Commune
71	CHATEL-MORON
71	CHAUDENAY
71	CHEILLY-LES-MARANGES
71	CHENAY-LE-CHATEL
71	CHENOVES
71	CHISSEY-LES-MACON
71	CIEL
71	CIRY-LE-NOBLE
71	CLERMAIN
71	CLESSE
71	CLESSY
71	CLUNY
71	CLUX
71	CORMATIN
71	CORTAMBERT
71	CORTEVAIX
71	COUCHES
71	CRECHES-SUR-SAONE
71	CREOT
71	CRONAT
71	CUISERY
71	CULLES-LES-ROCHES
71	CURTIL-SOUS-BURNAND
71	DAMEREY
71	DAVAYE
71	DEMIGNY
71	DENNEVY
71	DEZIZE-LES-MARANGES
71	DIGOIN
71	DONZY-LE-PERTUIS
71	DRACY-LE-FORT
71	DRACY-LES-COUCHES
71	ECUELLES
71	ECUISSSES
71	EPERVANS
71	ESSERTENNE
71	FARGES-LES-CHALON
71	FARGES-LES-MACON
71	FLAGY
71	FLEURVILLE
71	FLEURY-LA-MONTAGNE
71	FLEY
71	FONTAINES
71	FRONTENARD
71	FUISSE
71	GENELARD
71	GERGY
71	GIGNY-SUR-SAONE
71	GILLY-SUR-LOIRE
71	GIVRY

Département	Commune
71	GRANDVAUX
71	GRANGES
71	HAUTEFOND
71	IGE
71	IGUERANDE
71	JALOGNY
71	JAMBLES
71	JUGY
71	JULLY-LES-BUXY
71	LA CHAPELLE-DE-BRAGNY
71	LA CHARMEE
71	LA FRETTE
71	LA MOTTE-SAINT-JEAN
71	LA ROCHE-VINEUSE
71	LA SALLE
71	LA TRUCHERE
71	LA VILLENEUVE
71	LA VINEUSE
71	L'ABERGEMENT-DE-CUISERY
71	LACROST
71	LAIZE
71	LANS
71	LE VILLARS
71	LES BIZOTS
71	LES BORDES
71	LES GUERREAUX
71	LESME
71	LESSARD-LE-NATIONAL
71	LEYNES
71	L'HOPITAL-LE-MERCIER
71	LOISY
71	LONGEPIERRE
71	LOURNAND
71	LUGNY
71	LUGNY-LES-CHAROLLES
71	MAILLY
71	MALAY
71	MALTAT
71	MANCEY
71	MARCIGNY
71	MARCILLY-LES-BUXY
71	MARIGNY
71	MARIZY
71	MARNAY
71	MARTIGNY-LE-COMTE
71	MASSILLY
71	MASSY
71	MAZILLE
71	MELAY
71	MELLECEY

Département	Commune
71	MERCUREY
71	MESSEY-SUR-GROSNE
71	MILLY-LAMARTINE
71	MONT
71	MONTAGNY-LES-BUXY
71	MONTBELLET
71	MONTCEAUX-L'ETOILE
71	MONTCHANIN
71	MONTCOY
71	MONT-LES-SEURRE
71	MOREY
71	MOROGES
71	NAVILLY
71	NEUVY-GRANDCHAMP
71	NOCHIZE
71	ORMES
71	OUDRY
71	OUROUX-SUR-SAONE
71	OZENAY
71	PALINGES
71	PALLEAU
71	PARAY-LE-MONIAL
71	PARIS-L'HOPITAL
71	PERONNE
71	PERRECY-LES-FORGES
71	PERREUIL
71	PERRIGNY-SUR-LOIRE
71	PIERRECLOS
71	PLOTTES
71	POISSON
71	PONTOUX
71	POUILLOUX
71	PRETY
71	PRISSE
71	RATENELLE
71	REMIGNY
71	RIGNY-SUR-ARROUX
71	ROSEY
71	RULLY
71	SAINT-AGNAN
71	SAINT-ALBAIN
71	SAINT-AMBREUIL
71	SAINT-AUBIN-EN-CHAROLLAIS
71	SAINT-AUBIN-SUR-LOIRE
71	SAINT-BERAIN-SOUS-SANVIGNES
71	SAINT-BERAIN-SUR-DHEUNE
71	SAINT-BOIL
71	SAINT-BONNET-DE-CRAY
71	SAINT-BONNET-DE-VIEILLE-VIGNE
71	SAINT-CHRISTOPHE-EN-BRESSE

Département	Commune
71	SAINT-CLEMENT-SUR-GUYE
71	SAINT-CYR
71	SAINT-DENIS-DE-VAUX
71	SAINT-DESERT
71	SAINT-DIDIER-EN-BRESSE
71	SAINTE-CECILE
71	SAINTE-HELENE
71	SAINT-EUSEBE
71	SAINT-GENGOUX-LE-NATIONAL
71	SAINT-GERMAIN-DU-PLAIN
71	SAINT-GERMAIN-LES-BUXY
71	SAINT-GERVAIS-EN-VALLIERE
71	SAINT-GILLES
71	SAINT-JEAN-DE-TREZY
71	SAINT-JEAN-DE-VAUX
71	SAINT-JULIEN-DE-JONZY
71	SAINT-JULIEN-SUR-DHEUNE
71	SAINT-LAURENT-D'ANDENAY
71	SAINT-LEGER-LES-PARAY
71	SAINT-LEGER-SUR-DHEUNE
71	SAINT-LOUP-DE-VARENNES
71	SAINT-LOUP-GEANGES
71	SAINT-MARD-DE-VAUX
71	SAINT-MARTIN-BELLE-ROCHE
71	SAINT-MARTIN-D'AUXY
71	SAINT-MARTIN-DU-LAC
71	SAINT-MARTIN-DU-TARTRE
71	SAINT-MARTIN-EN-BRESSE
71	SAINT-MARTIN-EN-GATINOIS
71	SAINT-MARTIN-SOUS-MONTAIGU
71	SAINT-MAURICE-DES-CHAMPS
71	SAINT-MAURICE-EN-RIVIERE
71	SAINT-MAURICE-LES-COUCHES
71	SAINT-MICAUD
71	SAINT-PIERRE-DE-VARENNES
71	SAINT-POINT
71	SAINT-ROMAIN-SOUS-GOURDON
71	SAINT-SERNIN-DU-PLAIN
71	SAINT-VALLERIN
71	SAINT-VINCENT-BRAGNY
71	SAINT-YAN
71	SAINT-YTHAIRE
71	SALORNAY-SUR-GUYE
71	SAMPIGNY-LES-MARANGES
71	SANTILLY
71	SARRY
71	SASSANGY
71	SASSENAY
71	SAULES
71	SAUNIERES

Département	Commune
71	SAVIGNY-SUR-GROSNE
71	SEMUR-EN-BRIONNAIS
71	SENNECEY-LE-GRAND
71	SENOZAN
71	SERCY
71	SERMESSE
71	SERRIERES
71	SEVREY
71	SIMANDRE
71	SOLOGNY
71	SOLUTRE-POUILLY
71	TAIZE
71	TOURNUS
71	TOUTENANT
71	UCHIZY
71	VARENNE-SAINT-GERMAIN
71	VARENNES-LE-GRAND
71	VAUX-EN-PRE
71	VERDUN-SUR-LE-DOUBS
71	VERGISSON
71	VERJUX
71	VERS
71	VERSAUGUES
71	VERZE
71	VILLENEUVE-EN-MONTAGNE
71	VINDECY
71	VIRE
71	VIREY-LE-GRAND
71	VITRY-EN-CHAROLLAIS
71	VITRY-SUR-LOIRE
71	VOLESVRES
89	ACCOLAY
89	AISSY-SUR-ARMANCON
89	ANCY-LE-FRANC
89	ANCY-LE-LIBRE
89	ANDRYES
89	APPOIGNY
89	ARCY-SUR-CURE
89	ARGENTENAY
89	ARGENTEUIL-SUR-ARMANCON
89	ARMEAU
89	ASNIERES-SOUS-BOIS
89	AUGY
89	BAON
89	BASSOU
89	BAZARNES
89	BEAUMONT
89	BEINE
89	BELLECHAUME
89	BEON

Département	Commune
89	BERNOUIL
89	BESSY-SUR-CURE
89	BEUGNON
89	BIERRY-LES-BELLES-FONTAINES
89	BLEIGNY-LE-CARREAU
89	BOIS-D'ARCY
89	BONNARD
89	BRANCHES
89	BRIENON-SUR-ARMANCON
89	BRION
89	BROSSES
89	BUSSY-EN-OTHE
89	BUSSY-LE-REPOS
89	BUTTEAUX
89	CARISEY
89	CEZY
89	CHABLIS
89	CHAMPIGNY
89	CHAMPLAY
89	CHAMPLOST
89	CHAMPS-SUR-YONNE
89	CHAMPVALLON
89	CHAMVRES
89	CHARBUY
89	CHARMOY
89	CHASSIGNELLES
89	CHATEL-CENSOIR
89	CHAUMONT
89	CHAUMOT
89	CHEMILLY-SUR-YONNE
89	CHENEY
89	CHENY
89	CHEU
89	CHEVANNES
89	CHICHERY
89	CHITRY
89	COLLAN
89	COLLEMIERS
89	COULANGES-LA-VINEUSE
89	COULANGES-SUR-YONNE
89	COURGIS
89	COURLON-SUR-YONNE
89	COURSON-LES-CARRIERES
89	COURTOIS-SUR-YONNE
89	CRAIN
89	CRAVANT
89	CRUZY-LE-CHATEL
89	CRY
89	CUY
89	DANNEMOINE

Département	Commune
89	DIXMONT
89	DYE
89	EGRISSELLES-LE-BOCAGE
89	EPINEAU-LES-VOVES
89	EPINEUIL
89	ESCOLIVES-SAINT-CAMILLE
89	ESNON
89	ETIGNY
89	ETIVEY
89	EVRY
89	FESTIGNY
89	FLEYS
89	FLOGNY-LA-CHAPELLE
89	FONTENAY-PRES-CHABLIS
89	FONTENAY-SOUS-FOURONNES
89	FOURONNES
89	FULVY
89	GERMIGNY
89	GISY-LES-NOBLES
89	GLAND
89	GRON
89	GURGY
89	GY-L'EVEQUE
89	HAUTERIVE
89	HERY
89	IRANCY
89	JAULGES
89	JOIGNY
89	JULLY
89	JUNAY
89	JUSSY
89	LA CELLE-SAINT-CYR
89	LA CHAPELLE-SUR-OREUSE
89	LA CHAPELLE-VAUPELTEIGNE
89	LAROCHE-SAINT-CYDROINE
89	LES BORDES
89	LEZINNES
89	LICHERES-SUR-YONNE
89	LIGNORELLES
89	LIGNY-LE-CHATEL
89	LOOZE
89	LUCY-SUR-CURE
89	LUCY-SUR-YONNE
89	MAILLY-LA-VILLE
89	MAILLY-LE-CHATEAU
89	MALAY-LE-PETIT
89	MALIGNY
89	MARSANGY
89	MELISEY
89	MERCY

Département	Commune	Département	Commune
89	MERE	89	SOUCY
89	MERRY-SUR-YONNE	89	SOUMAINTRAIN
89	MICHERY	89	STIGNY
89	MIGENNES	89	SUBLIGNY
89	MOLOSMES	89	TANLAY
89	MONTIGNY-LA-RESLE	89	THOREY
89	MONTILLOT	89	TISSEY
89	MONT-SAINT-SULPICE	89	TONNERRE
89	MOULINS-EN-TONNERROIS	89	TRONCHOY
89	NAILLY	89	TRUCY-SUR-YONNE
89	NEUILLY	89	TURNY
89	NEUVY-SAUTOUR	89	VAL-DE-MERCY
89	NOE	89	VALLAN
89	NUITS	89	VARENNES
89	ORMOY	89	VENIZY
89	PACY-SUR-ARMANCON	89	VENOY
89	PAROY-EN-OTHE	89	VERGIGNY
89	PAROY-SUR-THOLON	89	VERLIN
89	PASSY	89	VERMENTON
89	PERCEY	89	VERON
89	PERRIGNY	89	VEZANNES
89	PERRIGNY-SUR-ARMANCON	89	VEZINNES
89	PIMELLES	89	VILLEBLEVIN
89	PONT-SUR-YONNE	89	VILLECIEN
89	PRECY-SUR-VRIN	89	VILLEFARGEAU
89	PREGILBERT	89	VILLEMANOCHÉ
89	QUENNE	89	VILLEMÉR
89	RAVIERES	89	VILLENAVOTTE
89	ROFFEY	89	VILLENEUVE-LA-GUYARD
89	ROSOY	89	VILLENEUVE-SAINT-SALVES
89	ROUSSON	89	VILLENEUVE-SUR-YONNE
89	RUGNY	89	VILLEPERROT
89	SAINT-AGNAN	89	VILLEROY
89	SAINT-AUBIN-SUR-YONNE	89	VILLEVALLIER
89	SAINT-BRIS-LE-VINEUX	89	VILLIERS-LES-HAUTS
89	SAINT-CYR-LES-COLONS	89	VILLIERS-VINEUX
89	SAINT-DENIS	89	VILLY
89	SAINTE-PALLAYE	89	VINCELLES
89	SAINT-FLORENTIN	89	VINCELOTES
89	SAINT-JULIEN-DU-SAULT	89	VINNEUF
89	SAINT-MARTIN-SUR-ARMANCON	89	VIREAUX
89	SAINT-SEROTIN		
89	SALIGNY		
89	SAMBOURG		
89	SEIGNELAY		
89	SENAN		
89	SERBONNES		
89	SERGINES		
89	SERRIGNY		
89	SERY		

## Voies navigables

Département	Commune	Département	Commune
21	AUBAINE	21	POUILLY-SUR-VINGEANNE
21	LA BUSSIÈRE-SUR-OUCHÉ	21	SAINT-MAURICE-SUR-VINGEANNE
21	CRUGEY	21	SAINT-SEINE-SUR-VINGEANNE
21	VEUVEY-SUR-OUCHÉ	21	AISERÉY
21	SANTENAY	21	BRETENIÈRE
21	BELLENOT-SOUS-POUILLY	21	LONGECOURT-EN-PLAINE
21	BOUHEY	21	ROUVRES-EN-PLAINE
21	CHAILLY-SUR-ARMANCON	21	THOREY-EN-PLAINE
21	CHATEAUNEUF	21	BEAUMONT-SUR-VINGEANNE
21	CREANCEY	21	BLAGNY-SUR-VINGEANNE
21	EGUILLY	21	CHEUGE
21	MACONGE	21	OISILLY
21	POUILLY-EN-AUXOIS	21	RENEVE
21	SAINTE-SABINE	21	HEUILLEY-SUR-SAONE
21	THOISY-LE-DESERT	21	LAMARCHE-SUR-SAONE
21	VANDENESSE-EN-AUXOIS	21	MAXILLY-SUR-SAONE
21	BRAZEY-EN-PLAINE	21	PERRIGNY-SUR-L'OGNON
21	ECHENON	21	PONTAILLER-SUR-SAONE
21	ESBARRES	21	SAINT-SAUVEUR
21	LAPERRIÈRE-SUR-SAONE	21	TALMAY
21	LOSNE	21	VONGES
21	SAINT-JEAN-DE-LOSNE	21	BARBIREY-SUR-OUCHÉ
21	SAINT-SEINE-EN-BACHE	21	GISSEY-SUR-OUCHÉ
21	SAINT-SYMPHORIEN-SUR-SAONE	21	SAINTE-MARIE-SUR-OUCHÉ
21	SAINT-USAGE	21	SAINT-VICTOR-SUR-OUCHÉ
21	CHAMBLANC	21	FLEUREY-SUR-OUCHÉ
21	CHIVRES	21	VELARS-SUR-OUCHÉ
21	JALLANGES	21	BENOISEY
21	LABERGEMENT-LES-SEURRE	21	BUFFON
21	LABRUYÈRE	21	COURCELLES-LES-MONTBARD
21	PAGNY-LA-VILLE	21	MONTBARD
21	PAGNY-LE-CHATEAU	21	NOGENT-LES-MONTBARD
21	POUILLY-SUR-SAONE	21	ROUGEMONT
21	SEURRE	21	SAINT-REMY
21	TRUGNY	21	BRAUX
21	ATHEE	21	CLAMERÉY
21	AUXONNE	21	CHARIGNY
21	FLAMMERANS	21	CHASSEY
21	LABERGEMENT-LES-AUXONNE	21	VILLENEUVE-SOUS-CHARIGNY
21	LES MAILLYS	21	GRIGNON
21	PONCEY-LES-ATHEE	21	MARIGNY-LE-CAHOUE
21	TILLENAY	21	MUSSY-LA-FOSSE
21	VILLERS-LES-POTS	21	POUILLENAY
21	CHAUME-ET-COURCHAMP	21	VENAREY-LES-LAUMES
21	DAMPIÈRE-ET-FLEE	21	BEURIZOT
21	FONTAINE-FRANCAISE	21	GISSEY-LE-VIEIL
21	FONTENELLE	21	SAINT-THIBAUT
21	LICEY-SUR-VINGEANNE	58	ACHUN
21	MONTIGNY-MORNAY-VILLENEUVE-SUR-VINGEANNE	58	ALLUY

Département	Commune	Département	Commune
58	BICHES	71	SAINT-BERAIN-SUR-DHEUNE
58	BRINAY	71	ECUISSSES
58	CHATILLON-EN-BAZOIS	71	MONTCHANIN
58	LIMANTON	71	SAINT-EUSEBE
58	MONT-ET-MARRE	71	SAINT-JULIEN-SUR-DHEUNE
58	CERCY-LA-TOUR	71	SAINT-LAURENT-D'ANDENAY
58	SAINT-GRATIEN-SAVIGNY	71	OUROUX-SUR-SAONE
58	ISENAY	71	SAINT-GERMAIN-DU-PLAIN
58	VANDENESSE	71	ALLEROT
58	CHEVROCHES	71	BEY
58	CLAMECY	71	DAMEREY
58	POUSSEAUX	71	BOYER
58	SURGY	71	GIGNY-SUR-SAONE
58	VILLIERS-SUR-YONNE	71	ALLEREY-SUR-SAONE
58	CHAUMOT	71	LES BORDES
58	LA COLLANCELLE	71	BRAGNY-SUR-SAONE
58	CORBIGNY	71	CHARNAY-LES-CHALON
58	MARIGNY-SUR-YONNE	71	CIEL
58	PAZY	71	ECUELLES
58	SARDY-LES-EPIRY	71	GERGY
58	AMAZY	71	MONT-LES-SEURRE
58	ASNOIS	71	PONTOUX
58	DIROL	71	SAUNIERES
58	SAINT-DIDIER	71	SERMESSE
58	TANNAY	71	VERDUN-SUR-LE-DOUBS
58	AVRIL-SUR-LOIRE	71	VERJUX
58	CHAMPVERT	71	SASSENAY
58	DECIZE	71	DIGOIN
58	FLEURY-SUR-LOIRE	71	POUILLOUX
58	VERNEUIL	71	ARTAIX
58	COSSAYE	71	BOURG-LE-COMTE
58	LAMENAY-SUR-LOIRE	71	CHAMBILLY
58	LUTHENAY-UXELOUP	71	MELAY
58	SAINT-LEGER-DES-VIGNES	71	PALINGES
58	CHEVENON	71	SAINT-AUBIN-EN-CHAROLLAIS
58	GIMOUILLE	71	PARAY-LE-MONIAL
71	CHEILLY-LES-MARANGES	71	VITRY-EN-CHAROLLAIS
71	CHAGNY	71	VOLESVRES
71	CHASSEY-LE-CAMP	71	IGUERANDE
71	DENNEVY	71	CIRY-LE-NOBLE
71	FONTAINES	71	GENELARD
71	REMIGNY	71	BRIENNE
71	RULLY	71	CUISERY
71	SAINT-GILLES	71	LA GENETE
71	SAINT-LEGER-SUR-DHEUNE	71	HUILLY-SUR-SEILLE
71	EPERVANS	71	JOUVENCON
71	MARNAY	71	LOISY
71	SAINT-LOUP-DE-VARENNES	71	ORMES
71	VARENNES-LE-GRAND	71	RANCY
71	MOREY	71	BRANGES

Département	Commune	Département	Commune
71	LOUHANS	89	PREGILBERT
71	SORNAY	89	SAINTE-PALLAYE
71	BANTANGES	89	SERY
71	SAVIGNY-SUR-SEILLE	89	BASSOU
71	LA CHAPELLE-DE-GUINCHAY	89	BONNARD
71	CRECHES-SUR-SAONE	89	CHARMOY
71	SAINT-SYMPHORIEN-D'ANCELLES	89	CHICHERY
71	MONTBELLET	89	EPINEAU-LES-VOVES
71	SAINT-ALBAIN	89	LAROCHE-SAINT-CYDROINE
71	LA SALLE	89	MIGENNES
71	FLEURVILLE	89	APPOIGNY
71	SAINT-MARTIN-BELLE-ROCHE	89	ANCY-LE-FRANC
71	SENOZAN	89	ANCY-LE-LIBRE
71	FARGES-LES-MACON	89	ARGENTENAY
71	PRETY	89	ARGENTEUIL-SUR-ARMANCON
71	RATENELLE	89	CHASSIGNELLES
71	ROMENAY	89	CRY
71	TOURNUS	89	LEZINNES
71	LA TRUCHERE	89	PACY-SUR-ARMANCON
71	UCHIZY	89	PERRIGNY-SUR-ARMANCON
71	LE VILLARS	89	RAVIERES
89	AUGY	89	SAINT-MARTIN-SUR-ARMANCON
89	CHAMPS-SUR-YONNE	89	TANLAY
89	SAINT-BRIS-LE-VINEUX	89	BUTTEAUX
89	BRIENON-SUR-ARMANCON	89	FLOGNY-LA-CHAPELLE
89	ESNON	89	PERCEY
89	ESCOLIVES-SAINT-CAMILLE	89	TRONCHOY
89	VINCELLES	89	CHENEY
89	VINCELOTES	89	DANNEMOINE
89	COULANGES-SUR-YONNE	89	TONNERRE
89	CRAIN	89	CHATEL-CENSOIR
89	LUCY-SUR-YONNE	89	LICHERES-SUR-YONNE
89	MAILLY-LE-CHATEAU	89	CUY
89	MERRY-SUR-YONNE	89	GISY-LES-NOBLES
89	TRUCY-SUR-YONNE	89	MICHERY
89	CEZY	89	PONT-SUR-YONNE
89	CHAMPLAY	89	VILLEBLEVIN
89	JOIGNY	89	VILLEMANOCHE
89	SAINT-AUBIN-SUR-YONNE	89	VILLENAVOTTE
89	VILLECIEN	89	VILLENEUVE-LA-GUYARD
89	VILLEVALLIER	89	VILLEPERROT
89	GERMIGNY	89	SAINT-JULIEN-DU-SAULT
89	SAINT-FLORENTIN	89	COURTOIS-SUR-YONNE
89	BEAUMONT	89	ETIGNY
89	CHEMILLY-SUR-YONNE	89	GRON
89	CHENY	89	MARSANGY
89	GURGY	89	SAINT-DENIS
89	BAZARNES	89	COURLON-SUR-YONNE
89	CRAVANT	89	SERBONNES
89	MAILLY-LA-VILLE	89	VINNEUF



Département	Commune
89	ARMEAU
89	ROUSSON
89	VILLENEUVE-SUR-YONNE
89	PASSY
89	ROSOY
89	VERON

### Réservoirs d'alimentation

Département	Commune
21	CIVRY-EN-MONTAGNE
21	ROUVRES-SOUS-MEILLY
21	CHAZILLY
21	VANDENESSE-EN-AUXOIS
21	COMMARIN
21	THOISY-LE-DESERT
21	CREANCEY
21	MONTIGNY-SUR-ARMANCON
21	PONT-ET-MASSENE
21	FLEE
21	AUBIGNY-LES-SOMBERNON
21	GROSBOIS-EN-MONTAGNE
58	MONTIGNY-EN-MORVAN
58	CHAUMARD
58	BAZOLLES
58	LA COLLANCELLE
58	VITRY-LACHE
71	MONTCHANIN
71	ECUISSSES
71	SAINT-LAURENT-D'ANDENAY
71	SAINT-EUSEBE
71	SAINT-JULIEN-SUR-DHEUNE

### Définition de la zone rurale

Les communes de Bourgogne appartenant à « une grande aire urbaine » au sens de l'Insee sont exclues de la zone rurale du programme de développement rural Bourgogne 2014-2020. Au sens de l'Insee, une « grande aire urbaine » est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois.

## Annexe 2 - Obligation de publicité FEADER

### Responsabilités des bénéficiaires

#### Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 10 000 € et 50 000 €

Une affiche (format A3 minimum : 29,7x42 cm) pendant la durée de l'opération.

#### Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 50 000 € et 500 000 €

- Pour les projets impliquant des investissements matériels : une plaque explicative (support rigide) de taille minimale A3 (42 X29, 7 cm) pendant la durée de l'opération.
- Pour les projets n'impliquant pas d'investissements : une affiche de format A3 (42x29,7 cm) pendant la durée de l'opération.

*Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 10 000 € et 500 000 €, ces obligations doivent être respectées au plus tard à partir de la date de la décision d'attribution de l'aide et :*

- pour les projets impliquant des investissements matériels : au moins jusqu'au paiement final de l'aide
- pour les projets n'impliquant pas d'investissements : jusqu'à la fin de l'opération.

#### Pour les projets bénéficiant de plus de 500 000 € d'aides publiques :

- Pour les projets impliquant des investissements matériels (infrastructures, matériel ou construction) :
  - Pendant la mise en œuvre de l'opération : un panneau temporaire de dimension importante (plus grand qu'un A3)
  - Au plus tard 3 mois après l'achèvement des travaux : un panneau permanent significativement plus grand qu'un A3.
- Pour les projets n'impliquant pas d'investissements : une affiche de format A3 (42x29, 7 cm) pendant la durée de l'opération.

Les affiches, plaques et panneaux comportent la description de l'opération, le montant de l'aide FEADER, les logos obligatoires c'est-à-dire **l'emblème de l'Union Européenne**, la mention « **Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe s'engage dans les zones rurales** » et le **logo de l'autorité de gestion**.

Ces informations occupent au moins 25 % de l'affiche, de la plaque ou du panneau.

Pendant la mise en œuvre de l'opération, le bénéficiaire informe le public du soutien octroyé par le Feader en donnant sur son éventuel site web à usage professionnel, dès lors qu'un tel site existe, et quand un lien peut- être établi entre ledit site et le soutien apporté à l'opération, une description succincte de l'opération, proportionnée au niveau de l'aide, y compris de sa finalité et de ses résultats, et mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union. Le site doit également comporter les logos obligatoires c'est-à-dire **l'emblème de l'Union Européenne**, la mention « **Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe s'engage dans les zones rurales** » et le logo de

**l'autorité de gestion ainsi que un** hyperlien pointant vers le site web de la Commission relatif au Feader : [http://ec.europa.eu/agriculture/rural-development-2014-2020/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/rural-development-2014-2020/index_fr.htm) et vers le site <http://europe-en-bourgogne.eu>.

Les éléments seront présentés en page d'accueil (sans que l'internaute n'ait besoin de faire défiler la page).

Sur toute publication (brochures, dépliants, lettres d'information, par exemple) une indication claire, sur la page de titre, de la participation de l'Union, ainsi que l'emblème de l'Union et celle de l'autorité de gestion. Ces dispositions s'appliquent également pour ce qui est des informations publiées par voie électronique (bases de données à l'usage des bénéficiaires potentiels) ou sous forme de matériel audiovisuel.

Lors de la dernière demande de paiement, le bénéficiaire adresse systématiquement au service instructeur la preuve de la réalisation de la publicité faite pendant la mise en œuvre de l'opération :

- capture d'écran du site web s'il existe ;
- **photographies** de l'affiche, de la plaque explicative ou du panneau mis en place permettant de justifier de la publicité de l'aide FEADER selon les présentes dispositions.